

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°606 / Mars 2020

TENDANCES CONJONCTURELLES

4^e TRIMESTRE 2019

CETTE ENQUÊTE A ÉTÉ MENÉE DU 1^{ER} JANVIER AU 5 MARS 2020 ET PORTE SUR LE DERNIER TRIMESTRE 2019, DANS UN CONTEXTE DE FAIBLE IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID 19 SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE GUYANAISE

Ralentissement de l'activité en fin d'année, malgré une consommation des ménages vigoureuse

La baisse d'activité entraîne celle de l'ICA

Au quatrième trimestre, l'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) diminue de 1,8 point pour s'établir à 93,4 points.

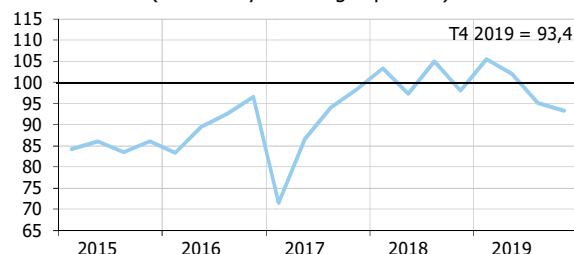
Après avoir oscillé à des niveaux proches de la moyenne de long terme, le moral des chefs d'entreprise s'essouffle depuis plusieurs trimestres, traduisant une certaine déception. Cette nouvelle contraction de l'ICA s'explique principalement par l'allongement des délais de paiement et par un niveau d'activité en deçà des attentes, affectant la trésorerie des entreprises.

Au quatrième trimestre, les créations d'entreprises diminuent de 8,6 % (CVS) et les prévisions d'investissements demeurent dégradées.

Les prévisions des chefs d'entreprises pour le prochain trimestre sont toutefois mieux orientées ; avec une stabilisation de l'activité. Cependant, la grève des transports maritimes survenue ces derniers mois et l'épidémie de coronavirus pourraient affecter significativement l'économie sur le premier semestre 2020.

S'agissant des ménages, la conjoncture s'améliore en fin d'année : le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A diminue (-3,7 %, CVS au quatrième trimestre), les importations de biens durables et non durables progressent (+5,0 %), les crédits à la consommation et à l'habitat demeurent dynamiques.

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne longue période)



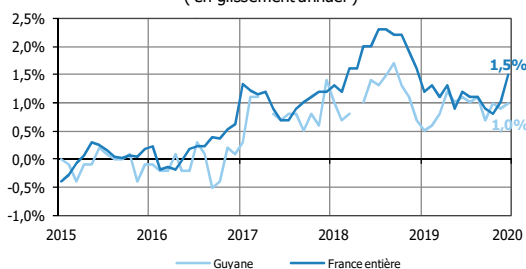
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Stabilité des prix au quatrième trimestre

Selon l'Insee, au mois de décembre 2019, l'indice des prix à la consommation augmente de 0,4 % par rapport à fin septembre dernier.

Cette hausse s'explique par l'évolution du prix du tabac (+1,4 %), des prix de l'énergie (+1,1 %) ainsi que celle des services (+1,1 %), dont les services de transport qui s'accroissent de 19,1 %. Seuls les prix de l'alimentation (-0,2 %) et des produits manufacturés (-0,5 %) diminuent.

Évolution de l'indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

Sur un an, les prix progressent de 1,0 %. De nouveau, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,4 %) mais pas ceux de l'alimentation (+1,5 %). Les prix des services (+1,0 %), de l'énergie (+3,8 %), du tabac (+6,4 %) augmentent. Cette variation annuelle de 1,0 % est proche de celle observée en Guadeloupe (+1,2 %). En Martinique, les prix augmentent plus fortement (+1,8 %), et l'inflation a été plus mesurée à La Réunion (+0,4 %). En France, les prix ont augmenté de 1,5 % en un an.

Nouveau recul des DEFM A

Au quatrième trimestre, 21 190 demandeurs d'emploi de catégories A sont inscrits à Pôle emploi, soit une diminution de 3,7 % sur le trimestre et de 6,0 % sur l'année (CVS).

Cette baisse concerne les demandeurs d'emploi entre 25 et 49 ans (-4,2 %), et ceux de moins de 25 ans (-6,0 %). Le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus recule de 1,0 %. La part des DEFM A de moins de 25 ans est de 14 %, celle des 25-49 ans compte pour 61,5 %, et les plus de 50 ans constituent 24,5 % des DEFM A.

Sur les trois derniers mois, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A diminue en Guadeloupe (-4,6 %), à La Réunion (2,0 %), et en Martinique (-3,5 %). En France, les DEFM A baissent de 1,7 % sur le trimestre et de 3,3 % en glissement annuel.

Il y a eu au quatrième trimestre 1 660 offres d'emploi postées par Pôle emploi (dont 920 CDI) contre 2 220 (dont 950 CDI) au troisième trimestre. Cette différence s'explique en partie par un pic d'offres d'emploi (en CDD) pour les services à la personne et à la collectivité au troisième trimestre avec 660 offres, contre 320 au quatrième trimestre, soit un nombre plus proche de la moyenne des dernières années.

Une consommation des ménages dynamique

Les importations de biens de consommation (durables et non durables) représentent 31 % des importations, ils augmentent au quatrième trimestre à 127,8 millions d'euros (+5,0 %, CVS). Les importations de biens de consommation durables ont augmenté de 11,8 % à 20,5 M€ (CVS), et les importations de biens de consommation non durables de 4,0 % à 107,3 M€ (CVS).

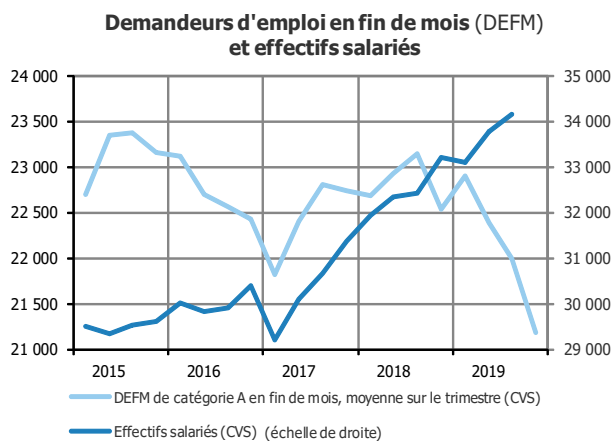
Les importations de véhicules de tourisme augmentent en glissement annuel de 26,7 %, et représentent 27,2 M€ ce trimestre. Les crédits à la consommation (259,6 M€) et à l'habitat (962,7 M€) ont respectivement augmenté de 11,08 % et 2,1 % sur le trimestre.

S'agissant des ménages fragiles, au quatrième trimestre, le montant du revenu de solidarité active (RSA) versé atteint 44,2 M€ (+13,5 % ce trimestre), une hausse qui s'explique en partie par le versement de la prime annuelle en décembre. En Guyane, il est versé à plus de 22 000 bénéficiaires, majoritairement des femmes seules avec enfants (près de 55 %). Au total, le RSA permet à environ 65 000 personnes (bénéficiaires et leur famille) de subsister. Les 25-29 ans comptent pour 15 % des bénéficiaires du RSA, alors qu'ils représentent 7 % de la population.

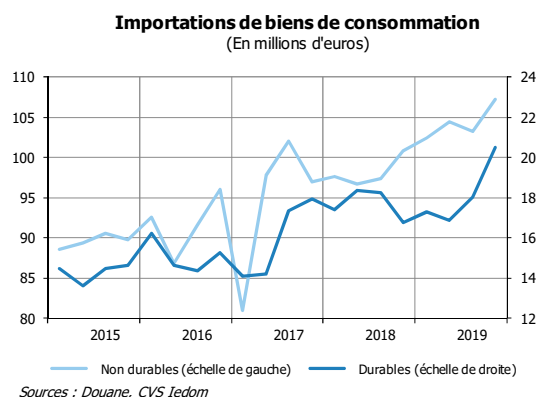
Le nombre de retraits de cartes bancaires augmente significativement (+24,7 % sur le trimestre, à 500 unités). En revanche, le nombre de dossiers de surendettement déposés diminue, à 71 contre 81 au trimestre précédent. Le nombre d'interdits bancaires de personnes physiques confirme sa tendance baissière (-9,3 % sur un an à 8 325 personnes et -1,4 % au 4^e trimestre 2019).

Des prévisions d'investissement mal orientées

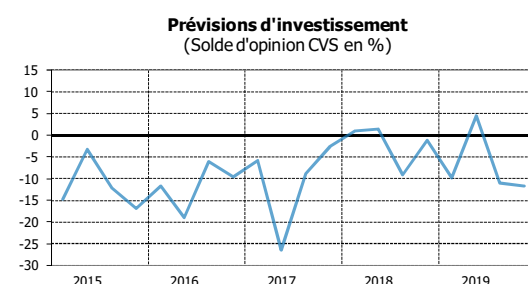
Au quatrième trimestre les professionnels sont de nouveau pessimistes sur leurs projections d'investissement à un an. Seul le secteur du commerce maintient ses prévisions à la hausse. Par ailleurs, les créations d'entreprises en Guyane diminuent de 8,6 %, avec 434 nouveaux établissements, dont 103 microentreprises.



Sources : Pôle emploi / Dieccte, Acoss



Sources : Douane, CVS Iedom



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Pour autant, les encours bancaires des crédits d'investissement poursuivent leur croissance (+2,5 % ce trimestre, et +7,9 % sur un an à 734,5 millions d'euros) et le nombre de personnes morales en interdiction bancaire diminue de 1,8 % à 840. Après la hausse du trimestre précédent, les impayés sur effets de commerce diminuent en nombre et en volume (-48,4 % à 0,35 M€).

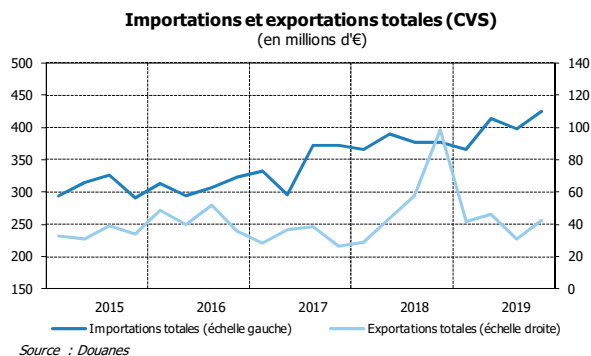
Au quatrième trimestre, les importations de biens d'investissement augmentent de 24,1 % à 156,5 M€ (CVS), tirées par des importations exceptionnelles de 16 M€ de matériel de contrôle en télécommunication et des véhicules.

Des échanges extérieurs en hausse

Après avoir ralenti au trimestre dernier, les importations augmentent de 6,8 % (CVS) pour s'établir à 425,0 millions d'euros.

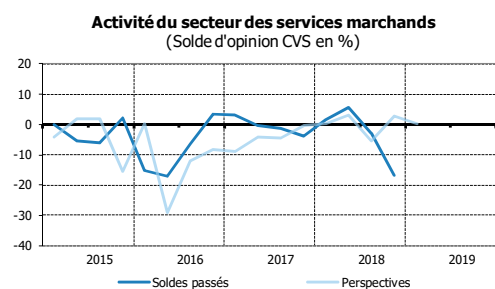
Les exportations augmentent également pour atteindre 42,1 M€ sur le trimestre (+35,9 %, CVS). Cette hausse est principalement due aux exportations de matériaux d'optique.

Au quatrième trimestre, 54 % des produits importés proviennent de France hors DOM, 17 % de l'Union européenne (hors France), et 10 % de la Martinique et de la Guadeloupe. Seuls 4 % des importations viennent d'Amérique du Sud. Les exportations se dirigent majoritairement en France (62 %) et au sein de l'Union européenne hors France (25 %). L'Amérique du Sud ne représente que 2 % des exportations, principalement à destination du Surinam et du Brésil.



Un quatrième trimestre en berne

Sur la fin d'année, une nouvelle baisse de l'activité et une dégradation des charges sont constatées par les chefs d'entreprise. D'autre part, les délais de paiement et la trésorerie, qui s'étaient améliorées en début d'année se détériorent en fin d'année.

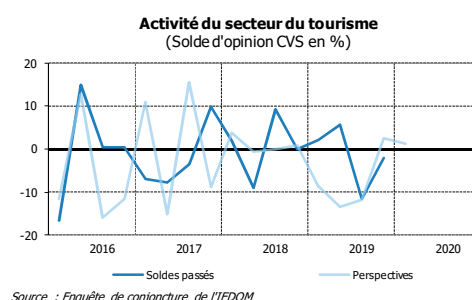


Alors que les prévisions étaient optimistes, l'activité 2019 des services marchands diminue d'après les entreprises interrogées au quatrième trimestre, entraînant une dégradation de la trésorerie. Le niveau des charges se détériore également. S'agissant de l'activité spatiale, 5 tirs ont été effectués cette année, dont 2 ce trimestre, permettant la mise en orbite de 5 satellites.

Concernant l'activité du commerce, une baisse a été observée en fin d'année. Les perspectives liées à l'activité et à l'investissement sont bien orientées. ». Par ailleurs l'Autorité de la concurrence a récemment autorisé la reprise du Super NKT par le groupe Safo, en la conditionnant toutefois à des engagements. Cette réorganisation modifiera le paysage de la grande distribution en Guyane et pourra avoir des répercussions sur le niveau des prix.

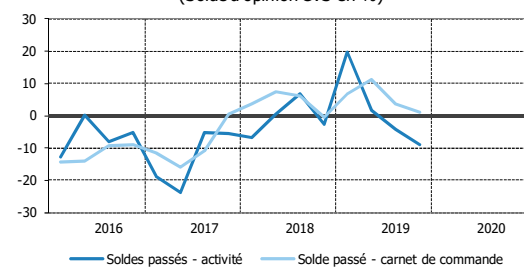
Selon les professionnels du secteur touristique l'activité ne parvient pas à se redresser au quatrième trimestre. Toutefois, la hausse du nombre de nuitées hôtelières (+15,2 %, CVS) et de passagers à l'aéroport (+2,9 %, CVS) bénéficie à certains acteurs de ce secteur. Dans ce contexte, la trésorerie se reconstitue et les professionnels ont vu leurs effectifs progresser.

Par ailleurs, l'aéroport engage des travaux afin de répondre à la hausse du trafic.



Activité et carnet de commande du secteur du BTP

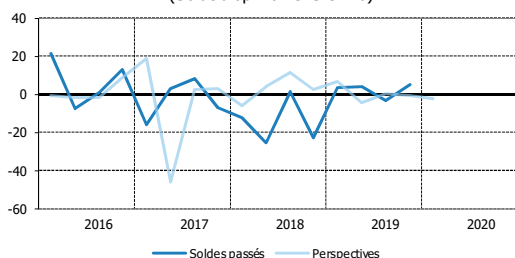
(Solde d'opinion CVS en %)



Dans le secteur du BTP, l'activité diminue de nouveau au quatrième trimestre, affectant le niveau de trésorerie. Les importations d'éléments en métal pour la construction ont diminué de 24,4 % à 1 925 tonnes (CVS) au quatrième trimestre.

Cependant, la bonne orientation du carnet de commandes tout au long de l'année présage d'une année 2020 mieux orientée. En effet la mise en œuvre de chantiers afférant au plan d'urgence devrait commencer en 2020. Parallèlement à cette hausse attendue d'activité, 190 offres d'emploi relatif au BTP ont été publiées par pôle emploi ce trimestre, contre 130 l'an dernier à la même période.

Activité du secteur primaire et agroalimentaire (Solde d'opinion CVS en %)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'activité du secteur primaire et des industries agroalimentaires se maintient. L'amélioration des charges et des délais de paiement permet à la trésorerie de se consolider.

Entre fin septembre et fin décembre, les importations de bovins et de porcins se stabilisent (+0,3 %, CVS) à 1 167 tonnes. À l'inverse, les importations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture diminuent de 10,3 % à 4,3 M€ (CVS).

La conjoncture internationale et régionale

VERS UNE STABILISATION DE L'ACTIVITE MONDIALE ?

Le FMI a revu ses prévisions de croissance économique mondiale à la baisse pour 2019, à 2,9 % (-0,1 point par rapport à l'estimation d'octobre 2019), en lien avec une activité moins soutenue que prévue dans certains pays émergents (Inde, Mexique et Afrique du Sud notamment), où des chocs, spécifiques à chacun, ont freiné la demande intérieure. Les tensions commerciales et géopolitiques persistantes, l'intensification de troubles sociaux dans plusieurs pays et les chocs climatiques survenus au deuxième semestre 2019 ont également pesé sur l'activité. Toutefois, le FMI entrevoit, dans la dissipation du risque d'un Brexit sans accord et dans la progression des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine, des signes de stabilisation de l'industrie et du commerce international. Dans ce contexte, conjugué à une réorientation générale vers des politiques monétaires plus accommodantes, le FMI table sur une accélération de la croissance à 3,3 % en 2020.

Aux États-Unis, le PIB a crû de +0,5 % sur le quatrième trimestre 2019, un niveau équivalent au trimestre précédent qui amène la croissance sur l'année 2019 à + 2,3 %, après +2,9 % en 2018. La chute de l'investissement, dans un contexte de tensions commerciales, est compensée par le dynamisme de la consommation privée et la hausse des dépenses publiques. Le FMI anticipe un ralentissement de la croissance à + 2,0 % en 2020, lié à une normalisation de la politique budgétaire.

Dans la zone euro, la croissance a ralenti à + 0,1 % sur le dernier trimestre 2019 (après +0,3 %), portant la croissance annuelle pour 2019 à + 1,2 % (+1,9 % en 2018). À fin décembre, le taux d'inflation rebondit à + 1,3 % (contre +0,8 % à fin septembre) tandis que le taux de chômage continue de reculer et atteint désormais 7,4 %, son plus bas niveau depuis mai 2008. Selon les dernières estimations du FMI, le PIB devrait augmenter de +1,3 % en 2020, tiré par un raffermissement de la demande extérieure.

En France, le PIB de la France recule légèrement sur le dernier trimestre 2019, de -0,1 %, contre +0,3 % entre juillet et septembre. La consommation des ménages et l'investissement ralentissent, tandis que les exportations diminuent. Sur l'année, la croissance décélère ainsi à + 1,2 % après +1,7 % en 2018. La Banque de France prévoit une croissance freinée à + 1,1 % en 2020 en lien avec une dégradation de l'environnement international.

Au Japon, le PIB enregistre une baisse de 1,6 % entre octobre et décembre 2019, conséquence d'une hausse marquée de la taxe sur la consommation qui a dissuadé les ménages, ainsi que d'une chute de l'investissement (-3,7 %). Il s'agit du premier recul de la croissance nipponne depuis cinq trimestres et de la baisse la plus marquée depuis le deuxième trimestre 2014. Sur l'ensemble de l'année, le PIB progresse néanmoins de +0,7 % et le FMI table sur une hausse de +1,0 % en 2020.

La croissance économique a été plus faible que prévue dans les pays émergents et en développement en 2019 (+3,7 % contre +4,0 % selon le FMI en octobre 2019) mais elle devrait rebondir à + 4,4 % en 2020. En Inde, la croissance devrait se relever de +4,8 % en 2019 à + 5,8 % en 2020 grâce à des mesures de relances monétaire et budgétaire. En Chine, la croissance resterait soutenue en 2020, à + 6,0 %, mais sans accélération par rapport à 2019 (+6,1 %) du fait de différends commerciaux non résolus avec les États-Unis.

Sources : FMI, BEA, OCED, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon — données arrêtées à la date du 17 février 2020. Les données officielles n'intègrent pas à cette date l'impact de l'épidémie de Coronavirus.

LANCEMENT DU PLAN LOGEMENT OUTRE-MER

Les ministres du Logement et de l'Outre-mer, M. Denormandie et Mme Girardin, ont signé officiellement le Plan logement Outre-mer 2019-2022. L'objectif de ce plan, qui prévoit notamment de fixer la Ligne Budgétaire Unique à 200 millions d'euros par an, est de renforcer les dynamiques de construction et de rénovation de logements, à travers quatre axes principaux : mieux connaître et mieux planifier pour mieux construire, adapter l'offre aux besoins, maîtriser les coûts, et accompagner les collectivités. Le logement est un problème particulièrement prégnant en Guyane, où l'habitat spontané est très répandu (la part du bâti spontané dans le bâti total était de 41 % en 2015, AUDEG), et où 80 % de la population est éligible au logement social (selon un rapport de la DEAL de novembre 2017).

Source : <http://outremers360.com/politique/plan-logement-outre-mer-2019-2022-600-millions-deuros-pour-un-nouvel-elan-a-la-politique-du-logement-dans-les-outre-mer/>